L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 20 JANVIER 1869. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMOT,
Commissionnaires - Expéditeurs.
NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 20 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN PRIX DU JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par G. de Fatel, à midi, à la Bourse : deux pierreries, terre cuite dans le Troisième District, formant Plantation du Bayou St Jean et du Canal Montigny.

Par J. Dijon, Jr, à sa nouvelle salle d'encan, coin Gravier et Carondelet—Vente régulière de bonnes pianos, etc.

Par Eugène Tourné, à 10½ heures, un magasin des assortiments, MM. Cusson et Vaugeois, rue Vieille Levée, entre Canal et Bienville, vins rouges et blancs en caisses, cognac, absinthe, sherry, madère, fruits à l'eau de vie, liqueurs, &c.

Par Louis Stier & Bro, à la 1re salle d'encan, coin Gravier et Magazine, grande vente spéciale de 2000 paires bottes, souliers et bottillons, repos par les hommes chemises et fabriqué exprès pour ce comptoir.

Par G. Lécuyer, au No 69 de la rue de Chartres—marchandises sèches et lingerie.

Par E. Scott, à sa salle d'encan—marchandises sèches, vêtements, bijoux, chapeaux, &c.

☞ Achetez vos confections et chaussures chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE ALCEE,
185 ..... Rue des Remparts 185

ATTENTION !

☞ L'attention des marchands, est appelée à la vente qui aura lieu ce matin, au magasin de MM. Cusson & Vaugeois, No 73, rue Vieille Levée. La cabaisse comprend un choix de vins, bières, goûters, engrais, &c., aux acheteurs et Commission—Vente régulière de bonnes, meubles et bredequins, de toutes qualités, se chaussure tout exprès pour le commerce de la ville et de la campagne. Ce grand assortiment, d'importation toute fraîche, vient directement des États Unis, Nord et sera divisé en lots à la convenance des acheteurs. Voyez l'annonce.

La Charte proposée.

Les affaires municipales sont dans une situation tout intolérable. On peut dire que la machine est arrêtée. Chacun est dans l'attente d'un changement et le vœu de la communauté entière est qu'on en finisse au plus vite avec l'ancien système qui a produit la déplorable chaos où on trouve en ce moment plongée l'administration de la ville. C'est donc dans des circonstances on ne peut plus favorables que se présente devant la Législature et devant l'opinion publique le projet de Charte émanant de l'Association des propriétaires fonciers et dont nous avons donné hier l'analyse. On attellement anxieux de voir s'effectuer une réforme qu'on n'est pas exposé à échouer sur les détails de mise du projet est acceptable.

Comme on l'a vu, la nouvelle Charte renonce au système des deux Chambres empruntés au gouvernement parlementaire et qui n'est qu'un embarras lorsqu'on l'applique à des affaires de pure administration comme les affaires d'une ville. Les auteurs du projet sont peut-être tombés dans un autre extrême en réunissant les attributions exécutives et législatives sur les mêmes têtes. Il eût probablement mieux valu avoir un conseil distinct de l'administration composé d'un petit nombre de membres et dont la mission fût été toute de surveillance et de contrôle sur les chefs des différents départements qui auraient été alors nommés par le maire avec l'approbation du conseil et qui auraient pu le maire pour supérieur hiérarchique.

Mais tel qu'il est, le projet offre trop d'avantages sur l'ancien système pour que nous hésitions à l'accepter pour notre part et nous demandons qu'on le mette immédiatement à l'épreuve, sauf à remanier la Charte sur certains points si l'expérience y donne un jour assez prouvé que cela est nécessaire.

Un des grands avantages du nouveau système est de prévenir les attributions de chaque département, de limiter le nombre des gens chargés de l'administration des affaires municipales, et de rendre par suite la responsabilité de chacun d'eux réelle et effective. Chacun des administrateurs est contrôlé par le maire et par le Conseil dont il est lui-même membre. Il est, en outre, limité pour les dépenses de son département par le budget que le Conseil doit établir à l'avance sur les bases fournies par les chefs de chaque département. La nécessité de faire un rapport chaque mois mettra les administrateurs en garde contre les écarts auxquels les pourraient les tenter entraîner. Dans le compte rendu de chaque année du Conseil, le public pourra trouver la situation exacte des affaires de la ville. On ne sera plus exposé à voir les dépenses s'élever au double des évaluations faites et dépasser les ressources régulières du trésor. Toutes les prévisions sont prises pour que l'équilibre du budget ne soit jamais troublé.

La Charte maintient la sage disposition de l'ancienne législation, qui limite les taxes municipales de toute nature à un et demi pour cent de la valeur des propriétés assessées.

Toutes les prévisions prises pour assurer une administration honnête et économe de nos affaires municipales seraient insuffisantes par elles-mêmes à produire les résultats attendus, si cette administration n'était confiée à des et ayant intégres et capables et fermement résolus à abandonner l'ancienne routine pour entrer de plein pied dans la voie des réformes. Nous considérons donc que les chefs à faire sont de la plus haute importance pour la réussite de système proposé, mais ce sera une question à traiter après l'adoption du projet, et nous espérons que l'association des propriétaires prendra encore une fois l'initiative et qu'elle présentera à temps à bonne fin son entreprise de nous doter d'un bon gouvernement municipal.

L'ÉGALITÉ SOCIALE.—La Législature est, en ce moment, saisie de deux projets de loi qui, sous prétexte d'établir l'égalité sociale auraient pour effet de porter atteinte au droit de propriété. Nous appelons sur ces projets l'attention du public et des intéressés. Voici le texte de projet présenté par le représentant Isabelle qui, paraît, ne s'est pas laissé rebuter par son échec précédent :

Acte pour mettre en vigueur l'article de la Constitution de cet Etat, et pour donner une juridiction additionnelle aux juges de paix, dans les paroisses où ils ne sont point investis d'une semblable juridiction.

SECTION 1. Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des représentants réunis en assemblée générale : que toutes les personnes, quelque soit leur race, leur couleur ou leur condition précédente, qui auront les qualifications exigées par la Constitution de cet Etat, qui auront été nommés par le président, et confirmés par le Sénat, pour exercer les fonctions de juges de paix, dans les paroisses où ils ne sont point investis d'une semblable juridiction.

SECTION 2. Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des représentants réunis en assemblée générale : que toutes les personnes, quelque soit leur race, leur couleur ou leur condition précédente, qui auront les qualifications exigées par la Constitution de cet Etat, qui auront été nommés par le président, et confirmés par le Sénat, pour exercer les fonctions de juges de paix, dans les paroisses où ils ne sont point investis d'une semblable juridiction, seront et sont par les présentes déclarés être électeurs.

SECT. 3. Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des représentants réunis en assemblée générale : que toutes les personnes, quelque soit leur race, leur couleur ou leur condition précédente, qui auront les qualifications exigées par la Constitution de cet Etat, qui auront été nommés par le président, et confirmés par le Sénat, pour exercer les fonctions de juges de paix, dans les paroisses où ils ne sont point investis d'une semblable juridiction, seront et sont par les présentes déclarés être électeurs.

SECT. 4. Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des représentants réunis en assemblée générale : que toutes les personnes, quelque soit leur race, leur couleur ou leur condition précédente, qui auront les qualifications exigées par la Constitution de cet Etat, qui auront été nommés par le président, et confirmés par le Sénat, pour exercer les fonctions de juges de paix, dans les paroisses où ils ne sont point investis d'une semblable juridiction, seront et sont par les présentes déclarés être électeurs.

SECT. 5. Qu'il soit résolu par le Sénat et la Chambre des représentants réunis en assemblée générale : que toutes les personnes, quelque soit leur race, leur couleur ou leur condition précédente, qui auront les qualifications exigées par la Constitution de cet Etat, qui auront été nommés par le président, et confirmés par le Sénat, pour exercer les fonctions de juges de paix, dans les paroisses où ils ne sont point investis d'une semblable juridiction, seront et sont par les présentes déclarés être électeurs.

SECT. 6. Qu'il soit de plus résolu, etc., que toute loi, ou partie de loi, ou ordonnance, actuellement en force en cet Etat, qui semblent contrevenir aux provisions du présent acte seront et sont par les présentes reportées et sans effet à l'avenir.

SECT. 7. Qu'il soit de plus résolu, etc., que cette loi prendra force et vigueur à partir du 1er avril 1869.

☞ Les meilleures machines à coudre du monde, pour familles, ateliers, en dépôt de la Cie. Grover & Baker, 92, Canal, entrepreneur la faible prix de magasin rue plantes. Elles sont garanties pour 5 ans.

POUR DE CUISSE ou CHAUFFE GAZ.—On se empêche les Lampes pains ce qui dérange, pour par tous frais, mais peut chauffe, à la grande d'un d'Eau, sans Pair Grossels, et qui donne beaucoup et bons gaz à brûler. Les maisons doivent par les entrepôts. Et bien! ces annoncent toute pour vendant de célèbre four de CHARTER OAK qui, depuis, est devenu le four universel. Ce four se vend dans toutes les maisons bien montées, et la vérité est qu'on ne peut pas faire sans cela une bonne cuisine. Nous conseillons donc aux ménagères, qui sont en retard sous un rapport, d'aller visiter les vastes magasins de MM. Rose Rose & Co, rue du Canal, Nos 89 et 91, et rue des Magasins, No 165, où elle trouveront, non-seulement l'incomparable CHARTER OAK Cuisine Stove, mais encore tous les instruments de cuisine et de table, et toutes les quincailleries dans plus parfait qu'on puisse avoir.

Nouvelles d'Europe.

SYMPTOMES BELLIQUEUX.

On trouvera dans nos dépêches télégraphiques un résumé du discours prononcé par Napoléon III à l'ouverture des Chambres, le 18. Ce discours, sans être positivement belliqueux, indique que la France est prête à soutenir sa politique par les armes. En rapprochant les termes de cette harangue des nouvelles que nous trouvons dans la malle du 1er janvier, apportée à New York par *La Ville de Paris*, on verra que les symptômes ne sont pas entièrement en faveur du maintien de la paix.

On lit dans le *Mémorial diplomatique* :

Le siége de la prochaine conférence étant fixé à Paris, M. le marquis de La Valette, ministre des Affaires étrangères de France, est naturellement appelé à la présider. Les représentants des puissances garantes et de la Grèce, accrédités près la cour des Tuileries, fonctionneront en qualité de plénipotentiaires, à savoir :

Pour l'Autriche, M. le prince de Metternich ; Grande-Bretagne, lord Lyons ; Italie, le commandeur Nigra ; Prusse, M. le comte de Solms (chargé d'affaires en l'absence de M. le comte de Goltz) ; Russie, M. le comte de Stackelberg ; Turquie, Djemil-Pacha ; Grèce, M. Mine Rangabé.

D'après les informations les plus sûres, la France, prenant pour point de départ l'ultimatum de la Porte et l'intégrité du territoire ottoman, la France a proposé l'acceptation des trois premiers articles de l'ultimatum, savoir :

1. La Grèce devra disperser immédiatement les bandes de volontaires organisées dernièrement dans différentes parties du royaume et empêcher la formation de nouvelles bandes.

2. La Grèce interdira aux cormistes grecs au service des Grecs l'accès de ses ports.

3. La Grèce aura à accorder aux émigrés grecs non-seulement le droit de rentrer dans leurs foyers, mais elle devra encore leur accorder à cet effet aide et protection.

Le cabinet des Tuileries n'a pas cru devoir recommander à l'approbation des puissances les deux derniers articles de l'ultimatum : la punition de ceux des sujets grecs qui ont levé des sujets ottomans, avec paiement d'indemnité à opérations, et l'engagement de mettre désormais une ligne de conduite conforme au droit des gens.

Sauf la Turquie, qui insiste pour que les cinq demandes formulées par elle soient imposées à la Grèce, les autres puissances partagent les vues de la France, ce qui assure l'assentiment de la Sublime Porte.

Une lettre de Varsovie adressée à un député florentin et transmise par celui-ci à Paris, dit : "La Russie est en grande fermentation ; elle masse des forces considérables sur ses frontières du sud ouest. Des détachements nombreux ont déjà franchi le Dniester dans la direction de Kamenetz ; d'autres corps s'échelonnent vers Proskamf, Jitomir, Mokvin, etc.

Dans la Crimée, son effectif de guerre est au complet. En outre, le cabinet de Saint-Pétersbourg fait répandre dans la Bosnie, l'Herzégovine et le Monténégro des écrits destinés à y semer et à y entretenir l'agitation en annonçant que de graves événements se préparent contre le Sultan.

Le sixième de Napoléon III, lorsqu'il a reçu l'envoyé du roi des Grecs, a vivement ému le monde diplomatique, qui l'interprète de la sorte : ce silence veut-il dire que la France conservera la neutralité dans le conflit actuel ? veut-il dire qu'il abandonne la Grèce et prend parti pour le Turquie, dont les réclamations sont justes, on ne peut le nier ?

Nous pouvons assurer que la France, quoi qu'il arrivé, ne sera pas prise au dépourvu ; sa flotte est prête et ses armements sont complets.

Les échos qui nous arrivent des Tuileries ne nous annoncent rien de bon.

Le pacifisme lui-même devenue belliqueux.

Le maréchal Niel et l'amiral Rigault de Genouilly ont non seulement tout disposé pour la guerre, ce qui est leur devoir, mais ils paraissent attendre à la prochaine mise en campagne d'une partie des forces françaises, ce qui est un sentiment partagé aujourd hui par la majorité du peuple français.

Les officiers supérieurs récemment nommés et promus par l'empereur ont été reçus par Sa Majesté et par le prince impérial. Il paraît très nettement dit à Sa Majesté que les soldats de tous grades sont animés des meilleurs sentiments, et qu'au premier signal de la France ils sont prêts à faire leur devoir avec enthousiasme.

L'empereur visiblement touché de ces témoignages de vive sympathie, a souri, dans n'a rien répliqué.

Des pourparlers actifs sont engagés entre Paris et Berlin au sujet de l'attitude prise ces temps derniers par la Prusse dans le grand-duché de Bade. Le cabinet des Tuileries aurait invité M. de Bismarck à ne pas sortir des limites fixées à l'ambition prussienne par le traité de Prague, et à ne pas franchir les eaux du Mein.

Cette affaire, engagée dans les circonstances actuelles, n'est pas faite pour atténuer la gravité des événements qui se passent aujourd'hui en Orient.

Le gouvernement hongrois se prépare avec énergie à la Transylvanie, et le génie militaire, de son côté, s'occupe en ce moment avec la plus grande activité de l'établissement de camps retranchés sur les frontières de la Moldo-Valachie.

Ce dont est l'impôt proportionnel des répartitions sages et honnêtes !

Américaine, il ne faut pas trop avier contre les "prisonnier" de Mexique, car les Mexicains ne sont que de petits barrons, et quand ils barrons sont, c'est contre les riches.

COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUD.—Nous publions dans les colonnes le troisième bilan annuel de cette compagnie dans M. Thomas Sloo est le président et M. Thos Anderson le secrétaire. Le montant net des primes pour 1868 a été de $284,720 62 et le montant des pertes et dépenses de 187,321 27 laissant un profit net de $97,399 35. L'actif de la compagnie, est de $238,579 05. En présence de cette situation la direction a résolu de payer 6 0/0 d'intérêt sur les certificats de profit des 3e, 2e et 1er série, et sur la balance des années de 1866 et 1867 a déclaré un dividende de 6 0/0 par la prime des primes participant aux bénéfices de 1868. On trouvera dans l'annonce la liste des directeurs de cette compagnie.

GRAINES. — Le moment de planter est arrivé. Graines de choux, graines de poulie, les fardiers et plantoirs, tout aussi bien que les jardiniers, doivent faire leurs provisions d'avance afin de pouvoir profiter des premiers beaux jours. Nous leur conseillons donc d'aller visiter le riche assortiment de M. F. Virgin, rue Gravier No 104, où ils trouveront toutes sortes de graines fraîches, parfaitement saines et offertes au plus bas prix du marché. Voyez l'annonce.

☞ Vendez-vous des navets, demandez-les à la Rotonde du Louis.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Affaire des nègres représentants en Georgie.

La Législature refuse de les réintégrer dans leurs sièges.

Mémoire des nègres georgiens au Sénat des Etats-Unis.

Réponse de Grant à un comité de nègres à Washington.

Réélection de plusieurs sénateurs radicaux.

Les nègres s'agitent plus que jamais.

Réapparition de Ménard avec des femmes habillées en hommes.

Le protocole de l'Alabama qui ne finit rien.

L'Espagne en grande majorité monarchique.

Nouvelles Européennes.

Madrid, 18.—Les retours d'élection montrent, sans impossible, qu'une écrasante majorité du peuple favorise la monarchie. La Reine des républicaines. Les Cortès sera certainement d'environ 160 membres.

Londres, 19.—La "Pall Mall Gazette" croire que le Parlement ne ratifiera pas le traité de l'Alabama, à la question de la reconnaissance des Confédérés comme belligérants doit être rouvarte.

Londres, 19.—Le *Times* dit : Le traité de l'Alabama porte que quatre commissaire se réuniront à Washington. Il ne résoudra pas à nommer une tierce partie, chaque côté en choisira une, et dans les cas contestés une des deux tierces parties sera choisie au hasard pour décider. La commission chotera un rouverain pour juger les points de loi internationale y compris la reconnaissance du Sud. Toutes les réclamations seront poursuivies dans un délai de 6 mois et les réclamités payées 18 mois après la ratification du traité. Le traité est une amende pour la satisfaction offerte.

L'*Indépendance Belge* dit : Si la Grèce refuse aux prétentions de la conférence, la Turquie tirera son ultimatum, sinon, les puissances rechercheront neutre et laisseront les événements suivre leur cours.

Nouvelles de Washington.

Washington, 19.—Sénat.— Un mémoire des citoyens du district de la Georgie a été présenté, demandant que les nègres soient admis à occuper des sièges. Il a été référé.

Un mémoire semblable a été fait aux Représentants.

Washington, 19.—Le comité de Virginie a ajourné la convention de Richmond de 10 février au 17 mars, craignant que le Congrès n'agissait pas à temps pour permettre au peuple de reconsidérer la proposition et de choisir des délégués pour le jour qui avait été désigné. Le comité restera en session pendant toute la semaine.

L'entrevue d'hier avec Grant fait penser aux Virginiens que Grant est le plus intime ami du moment, à Washington.

Paris, 19.—Le sultan a ordonné à son ambassadeur de siéger la conférence. On pense que la Grèce acceptera les conditions.

On annonce qu'une forte secousse de tremblement de terre a eu lieu à Calcutta.

Napoléon, parlant du trône, à l'ouverture des Chambres, a démontré les mesures prises pour l'harmonie de la nation qui étant prête à faire face à tous les événements, l'armée, la marine et toutes les ressources étant complètes.

Il favorise la discussion qui ne touche pas à la Constitution, laquelle est au dessus de tout débat. Il constate en disant : " Tous les gouvernements sont sujets à erreur, la fortune refuse de sourire à toutes les entreprises, mais le peuple qui n'y a pas un de mes actes, pas une seule de mes pensées qui ne soit pour la France."

Il félicite les Puissances sur le résultat de la Conférence.

Liverpool, 19.— Coton plat. Mid. 11 3/8. Orléans 11 5/8. Nouvelles pas favorables de Manchester.

New York, 19.—Actions fortes et argent facile à 7 p. 0/0.

Washington, 19.—Le comité de Mississippi a fait visite à Grant aujourd'hui, et lui a demandé d'aider à une admission immédiate.

Grant a répondu que le comité de reconstruction avait pris sa loi conformé à leurs vues et il a exprimé l'espoir que les choses seraient arrangées avant le commencement de ses admiralités.

Hannibal Hamlin a été élu sénateur des Etats Unis pour le Maine et l'ex gouverneur Fenton pour New York.

Les membres de la Législature de l'Indiana se sont séparés de la nomination de caucus pour élire un sénateur des Etats-Unis.

Le Sénat en séance exécutive a confirmé une seule nomination, celle d'un maître de poste dans l'Oregon.

Washington, 19.—On croit que le comité judiciaire de la Chambre fera demain un rapport sur les affaires de la Virginie. Il y a des hommes raisonnables pour croire que le rapport sera favorable aux vœux du comité de conférence.

Washington, 19.—Ménard a reparu. Il était sur la plate-forme de la conversation du droit des femmes, habillé en vêtements masculins. Plusieurs femmes étaient habillées en hommes.

Washington, 19.—Le ministre d'Espagne a envoyé à M. Seward la réponse du décret espagnol supposant qu'il y aura réciprocité dans l'abolition de certains droits de port. Seward l'a adressé à M. McCulloch qui refuse d'accepter la condition parce que le décret espagnol n'est pas suffisamment clair, et le décret, avec cet abbosement a été renvoyé. L'affaire est encore pendante.

Nouvelles Diverses.

Atlanta, 19—Le Sénat et la Chambre ont passé une résolution ajournant jusqu'au 1er mars le délai pour la collection des taxes d'Etat.

L'une résolution, nommant un comité pour le règlement des réclamations de Penfield, de Hartford, Conn, qui avait fait un contrat avec le gouvernement pour 10,000 fusils pendant la guerre, en 1860, a été adoptée par le Sénat et par la Chambre.

Le comité nommé pour prendre en considération la partie du message du gouverneur, relative à l'action de la Chambre sur l'éligibilité et l'expulsion des membres, rapporte qu'il n'a pas jugé pour à propos de faire aucune majorité présente, mais il est certain que le comité ne pourra jeter aucune lumière sur ce sujet et que les législateurs et les électeurs doivent y voir eux-mêmes. Il n'aura aucun effet sur les membres qui ont passé les résolutions pacifiques le gouverneur n'est réfléchi.

Les mêmes membres qui ont ce fraîd d'absence aucun membre sous le 3e section du 1er de l'amendement et qui ont expulsé les nègres sont ici et gouvernent la majorité de la Chambre. Que ces mêmes législateurs légalement élus n'aient siégé dans cette Chambre est chose trop simple pour admettre un doute sérieux, et l'éligibilité de nègres est aussi claire que possible et est reconnue claire. En conséquence le comité demande à être relevé de tout devoir ultérieur.

Une résolution par le comité de 10 mots déchargé et que toute l'affaire soit référée au comité de la République, a passé.

Boston, 19—Sumner a été réélu sénateur pour le Massachusetts.

Harrisburg, 19—Joshua Scott a été élu sénateur des Etats Unis.

Detroit, 17—Chandler a été réélu sénateur des Etats Unis.

Marchés européens.

Liverpool, 19, au soir—Coton plat. Upland dans le port 11 1/2 à 11 3/8. Sur mer, Orléans 11 1/2 à 11 5/8. Vendu, aujourd'hui, 10,000 balles.

Londres, 19, au soir—Consolidés 92 7/8. Bons 5/8.

Francfort, 19—Bons fermes, 79 3/4 à 79 1/2.

Paris, 19—Bourse plus ferme. Bonds 70 10.

Marchés américains.

New York, 19—Coton plat et en baisse de 1/4 à 1/2. Vendu, aujourd'hui, 1700 balles. Mid. 28 3/4 à 29. Farine en baisse. Sucre plus actif. Mélasses 31 1/2. Café calme. Mélasse plus ferme. Mids Orléans 23 à 27. Prix en baisse.

New York, 19—Argent plus et demandé. Faible à la clôture à 7 d'escompte. Or, taux à 135 5/8. Sterling baisse à 109 1/2. Bons (le Sud fermes. Actions capitales à la clôture et incertaines. Fonds du gouvernement en baisse. 5-20s, 113 3/8.

New York, 19—5-20 113 3/8, 10-40 107 3/4, de la Louisiane 74.

Mobile, 19—Coton, inactif à la clôture de 26 chaînant. Mid. 28 1/2 et 26 3/4. Vendu aujourd'hui 200 balles. Reçu 2000. Exporté pour le Liverpool 6415. Cabotage 48 balles.

Savannah, 19—Coton, calme à l'ouverture et plat à la clôture. Middling 27 3/4 à 28. Vendu 200 balles. Reçu 2000. Exporté pour le cabotage 758.

Charleston, 19—Coton plat et établissant, à 1/8 de baisse. Vendu 1600 balles, inclu. 27 1/2. Reçu 1767. Exporté pour le cabotage 1856.

Cincinnati, 19—Farine de famille 7 30. Maïs 89. Coton plat et nominal 26 à 26 1/4. Whisky 98. Porc 29. Graines 19 1/2. Fromage 20.

Louisville, 19—Vendu 164 b. de tabac de 5 à 18. Coton 26 1/2. Porc 29 50. Orléans 19 1/2. Bacon 14. Farine supérieure 5 6/8. Maïs 85. Whisky 98.

St-Louis, 19—Tabac sans changement. Farine supérieure 5 20. Maïs 68. Avoine 58. Porc ferme à 29 50. Jambons 18. Graisse 19.

ETAT APPROXIMATIF
— DE —
La Banque de l'Union de la Louisiane.
14 *Janvier* 1869.

Banque de l'Etat de la Louisiane, 6 pour cent.....	$60,000	$ 60,000
Banque de l'Etat, Hôpital de Charité, 5 pour cent.....	25,000	20,000
Banque de la ville de la Nlle-Orléans escomptables, 6 pour cent.....	60,000	60,000
Banque des havres des Mississippi, 5 pour cent.....	5,000 70	1,200
Propriétés Foncières, ville et campagne.....	72 022 51	110,000
Valeurs payées escomptés.....	6 25 50	1 00 000
Espèces en numéraire.....	2,700 00	1,200
Billets escomptables, nouveaux.....	170,670 46	170,670
Change.....	67 045 13	67,045
Monnaie courante et or.....	35,1.64 63	254,324
	$1,013,2 0 63	$1 208 5.7
Fonds	7 745	
Dépôts.....	655 521	661,266
		763,800
Capital		600,000
Actions à $50.....		163,800
Surplus.....		0 165,800
26 Janv—3f		

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans;
A L'ANGLE DES RUES CANAL ET CAMP.
NEUVIÈME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1868 sur les risques d'ouragan..... $ 281,7 4 24
sur les risques de mer..... 45,315 94
sur les risques des rivières.... 39,647 61
Total des primes..... $ 413,367 81
Moins Primes non ex piées le 31 décembre 1868..... $115,139
Primes remboursées..... 7,387 42
122,526 42
Montant net des primes..... $ 290,760 39
Perte sur les risques d'ouragan..... $ 63,361 75
sur les risques de mer..... 54,342 28
sur les risques des rivières..... 9,377 61
127,081 64
Taxes..... 13,000 97
Commissions..... 2,111 34
Dépenses, moins le compte d'intérêts..... 11,150 87
Intérêts sur actions non encaissés..... 27,404
179,175 26
Balance..... $ 111,513 19
Actif de la Compagnie est comme suit :
Dû à la Nouvelle-Orléans..... $ 7,437 76
Billets payables et billets hypothécaires..... 228,361 45
Dû pour primes en voie de recouvrement..... 54,695 37
Dû par les Compagnies de Char. de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Banque de la Nlle-Orléans..... 150,720 94
Parts d'autres Compagnies d'assurances..... 69,052 75
Propriétés foncières..... 70,000
Cie enlève..... 600 94
Moins Dépréciation des mauvaises valeurs..... 30,644 48
570,869 33
Moins Intérêts de certificats non encaissés..... 27,404
Moins primes payables sur certificats non encaissés..... 37 14
27,441 14
543 428 19
Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.
J. TUTES, Président.
J. W HINCKS, Secrétaire.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans, Assermenté et signé par devant moi ce 18 janvier 1869.
JOSEPH CUVILLIER, Notaire Public.

Dissolution de Société.
LA Société existant entre Wm. Crawly et Jas. Dany, sous la raison de commerce de Crawly & Dany, a été dissoute le 31 décembre 1868, à la date duquel ils ont cessé de faire affaires ensemble.
Wm. CRAWLY,
JAS. DANY.
19 janv—1m

Le Dr. CHARLES E. KELLS, DENTISTE.
Cabinet et domicile, No 14 rue Bienville, Nouvelle maison après la rue de Conti, près de Logan.
Extraction de dents sans souffrance, au moyen de gaz hilarisant préparé d'avance.
19 janv—1m

Servez-vous du Fourneau "CHARTER OAK,"
DE CUISINE.
Tout le pain qui a remporté le prix aux deux foires de l'Etat de la Louisiane avait été cuit dans un Fourneau
"CHARTER OAK."
"MICE BROS & CO.,
Nos 89 et 91 rue du Canal, et Nos 165 et 167 rue des Magasins, entre rue de QUINCAILLERIE de POURNEAUX et de COUTELLERIE. 3m—1m

MAÇONNIQUE.
Le Grand Commissaire de l'Etat de la Louisiane, siégeant à la Nouvelle-Orléans, le 4 décembre 1868, a fait un don de 1000 dollars, pour le Fonds de Secours des Frères pauvres et malheureux de l'Etat.
Par Ordre du Grand Commissaire,
ERNEST D. CRAIG 33,
Grand Secrétaire.
20 janv—3f

Café à vendre.
UN CAFÉ bien situé, avant une bonne clientèle, est à vendre à des conditions avantageuses. Il est à proximité du marché Washington. Pour tous additionnels, s'adresser au propriétaire, sur les lieux, de 7 à 10 heures du matin, et de 5 à 8 heures du soir.
19 janv—1 mois

Graines ! Graines ! Graines !
H. P. BUCKLEY,
SUCCESSION DE D MAUPAY,
104 ..... Rue Gravier 104
FAITES, à temps, votre provision de graines. Vous trouverez un assortiment complet de graines fraîches qu'on y vend aux plus bas prix. Ne manquez pas d'aller voir et en quantités ou prix des achats.
20janv—1m

AUX AMATEURS.
Le Major J. ROUSSET annonce aux dames et messieurs amateurs qu'il vient d'ouvrir un cours de maniement d'armes avec un grand et choix assortiment de fleurets, masques, gants, &c., &c. Cours des Elèves, Messieurs, Amateurs, etc., etc., de 6 heures à 8 heures du soir. Cours particuliers aux heures convenables. Salle d'armes, No 9 Chartres. Le Major J. ROUSSET, Professeur d'Escrime.
20janv—1m

VIN DE CHAMPAGNE
PIPER HEIDSIECK,
De la maison H. PIPER & CO., à Reims
400 caisses bouteilles et demi bouteilles, de ce vin délicieux, arrivent à bord du navire français *Le Guide*, en destination de la Nouvelle-Orléans, consigné à la Vve de Champagne Piper Heidsieck, et expressément pour les commandants d'un vin unique à l'île et à l'abri de ces age.
M. H. Piper & Co. mettent en garde contre la grande quantité de vins dont le cachet de leurs vins, quoi soutiles qu'en puissent être les imitations, ne peut être imité.
Pour être bien sûr d'avoir le vrai champagne de Piper Heidsieck, il faut exiger que les bouteilles portent le nom de la maison.
Pour plus amples renseignements, s'adresser à la Vve de Champagne Piper Heidsieck, et aux consignataires des expéditions ci-dessus.
Pour vin libre